



# Dossier administratif et technique V2.0

## Projet GENESYS

### Création d'un parc logistique bimodal

Ce dossier fait l'objet d'une demande de permis de construire

## W Life

Site route du Lyonnais – Loire sur Rhône (69)

#### SAS W Life

Affaire suivie par Manuel RODRIGUEZ

136 cours Lafayette

69 003 Lyon

Tél : 07 82 23 93 03

Mail : [logistique.conseil42@gmail.com](mailto:logistique.conseil42@gmail.com)

Mai 2017

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2. IDENTITE DU DEMANDEUR .....</b>	<b>5</b>
2.1 ADRESSE DE L'INSTALLATION ET REFERENCES CADASTRALES .....	6
2.2 REFERENCES AU DOCUMENT D'URBANISME .....	7
2.2.1 REGLEMENT D'URBANISME .....	7
2.2.2 SERVITUDES ET CONTRAINTES TECHNIQUES .....	7
2.2.3 PERMIS DE CONSTRUIRE / DEMOLIR .....	7
2.2.4 DEFRICHEMENT .....	7
2.2.5 PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION .....	7
2.3 SITUATION ADMINISTRATIVE .....	9
2.3.1 OBJET DE LA DEMANDE .....	9
2.3.2 LOI SUR L'EAU .....	10
<b>3. PRESENTATION DU SITE .....</b>	<b>11</b>
3.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE .....	11
3.1.1 W LIFE .....	11
3.1.2 HISTORIQUE .....	11
3.1.3 CAPACITES TECHNIQUES .....	11
3.1.4 CAPACITES FINANCIERES .....	12
3.2 HISTORIQUE DU SITE .....	12
<b>4. PRESENTATION DES ACTIVITES .....</b>	<b>14</b>
4.1 ACTIVITES .....	14
4.2 EFFECTIFS ET RYTHME D'ACTIVITE .....	14
4.3 ACCESSIBILITE .....	14
4.3.1 ACCES ROUTIER .....	15
4.3.2 ACCES FERROVIAIRE .....	16
SOURCE : SNCF FRET .....	16
4.3.3 ACCES FLUVIAL .....	18
<b>5. DESCRIPTION DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>19</b>
5.1 PRESENTATION GENERALE DU SITE .....	19
5.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES DES BATIMENTS .....	20
5.3 DESCRIPTION DES EQUIPEMENTS ET DES UTILITES .....	21
5.3.1 INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUE .....	21
5.3.2 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS .....	23
5.3.3 ENERGIES ET UTILITES .....	23
5.4 DESCRIPTION DES ACTIVITES .....	24
5.5 REPARTITION DES STOCKAGES .....	25
<b>6. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CLASSEES .....</b>	<b>26</b>
6.1 NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES .....	26
6.2 VERIFICATION DU STATUT SEVESO .....	29
6.2.1 VERIFICATION DU DEPASSEMENT DIRECT D'UN SEUIL SEVESO .....	29
6.2.2 VERIFICATION DE LA REGLE DU CUMUL .....	30
6.3 COMMUNES CONCERNEES PAR LE RAYON D'AFFICHAGE .....	32
<b>7. ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES A L'ACTIVITE .....</b>	<b>33</b>

## Table des Tableaux

TABLEAU 1 : REFERENCE CADASTRALE DU SITE .....	6
TABLEAU 2 : SYNTHESE DES SURFACES CONCERNEES .....	19
TABLEAU 3 : REPARTITION DES STOCKAGES PAR CELLULE .....	25
TABLEAU 4 : SYNTHESE DES ACTIVITES CONCERNEES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE .....	27
TABLEAU 5 : VERIFICATION DE LA REGLE DU CUMUL SEUIL HAUT .....	31
TABLEAU 6 : VERIFICATION DE LA REGLE DU CUMUL SEUIL BAS .....	31
TABLEAU 7 : COMMUNES ET POPULATIONS CONCERNEES PAR LE RAYON D’AFFICHAGE .....	32

## Table des Figures

FIGURE 1 : LOCALISATION AERIENNE DU SITE .....	6
FIGURE 2 : CARTOGRAPHIE DES ZONES INONDABLES A PROXIMITE DU SITE .....	8
FIGURE 3 : PLAN DE LOCALISATION DU PROJET W LIFE ET DE L’ANCIENNE CENTRALE THERMIQUE .....	12
FIGURE 4 : PHOTO AERIENNE DES ANCIENNES INSTALLATIONS DE LA CENTRALE THERMIQUE .....	13
FIGURE 5 : PLAN DE RACCORDEMENT DU SITE AU RESEAU ROUTIER .....	15
FIGURE 6 : ORGANISATION DE LA FAÇADE COTE RAIL DU BATIMENT A .....	17
FIGURE 7 : ZOOM DE L’ORGANISATION DE LA FAÇADE COTE RAIL BATIMENT A .....	17
FIGURE 8 : PERSPECTIVE DU PROJET GENESYS .....	18
FIGURE 9 : PLAN D’IMPLANTATION DU PROJET .....	19
FIGURE 10 : COUPE D’UN MODULE PV .....	21
FIGURE 11 : EXEMPLE D’UN LOCAL TECHNIQUE .....	22

## 1. OBJET

Le projet **GENESYS** est positionné sur les terrains d'EDF de l'ancienne Centrale Thermique de Loire-sur-Rhône entièrement réhabilités en 2014. Sur cette assiette foncière de plus de 140 000 m<sup>2</sup>, GENESYS comporte deux plateformes pour répondre aux nouveaux enjeux logistiques.

L'objectif est de proposer une plateforme logistique d'avant-garde qui développera les critères suivants :

- une localisation au cœur de la zone de chalandise Rhône-Alpes,
- un site bimodal (fer / route / embranchable fleuve) se positionnant comme la continuité du port de Fos-sur-Mer,
- une surface d'entreposage de 50 000 m<sup>2</sup> divisée en 2 bâtiments A et B,
- un site entièrement connecté.

Il s'agira de la plus grande plateforme multimodale de la région Rhône-Alpes.

La société W Life est le promoteur de ce projet. Elle réalise le projet dans le but de vendre ou de louer le bâtiment à une ou des sociétés utilisatrices. Le bâtiment ne sera ainsi construit qu'après signature d'un bail commercial justifiant de la mise en activité du site.

W Life concentre ses activités immobilières, en offrant sur ce site de multiples possibilités au cœur d'un espace dynamique, avec pour objectif de garantir des conditions optimales de traitement des opérations logistiques en assurant la continuité des étapes de production, distribution et livraison constituant la chaîne logistique.

Sur 50 000 m<sup>2</sup>, cette plateforme assurera en favorisant des schémas communs d'organisations - les fonctions suivantes :

- la réception par voie multimodale,
- l'entreposage d'une gamme très large de produits,
- la gestion,
- la livraison par voie multimodale.

Dans son optique innovante, d'intégration et de respect de l'environnement, le projet prévoit, à court ou moyen terme, d'équiper la totalité de ses toitures de panneaux photovoltaïques, ce qui en fera potentiellement la plus grosse installation de ce type en Rhône -Alpes. Ce projet est donc décrit dans le présent dossier. La structure du bâtiment est dimensionnée à cet effet.

Le projet architectural conçu par l'atelier BELAY et exécuté par NOVELIGE s'intégrera parfaitement dans le paysage et répondra aux enjeux d'expertise, d'efficacité et de fluidité. Les deux plateformes répondront aux référentiels Hautes Qualité Environnementale et BREEAM.



## 2. IDENTITE DU DEMANDEUR

Raison sociale	W Life
Adresse du siège social	136 cours Lafayette 69 003 Lyon
Adresse du site	Route du Lyonnais 69 700 Loire sur Rhône
Forme juridique	SAS – Société par Action Simplifiée
N° SIRET	533 380 432 00013
Code APE	6831Z Agence Immobilière
N° Registre du Commerce	Lyon RCS 533 380 432
Signataire de la demande	M. Dominique CHEVALLIER Président de la société
Personne en charge du dossier	M. Manuel RODRIGUEZ tél. : 07 82 23 93 03 e-mail : logistique.conseil42@gmail.com

## 2.1 Adresse de l'installation et références cadastrales

Ce dossier concerne la création d'un parc logistique bimodal (accès route / fer / et embranchable fleuve) composé de 2 bâtiments de 3 et 6 cellules de stockage allant de 2 500 à 6 000 m<sup>2</sup>.

Le site sera implanté route du Lyonnais sur la commune de Loire sur Rhône, à l'emplacement des stockages de fioul et de charbon de l'ancienne centrale thermique EDF de Loire sur Rhône, aujourd'hui entièrement démantelée.

Le site représente une superficie totale de 140 280 m<sup>2</sup>.

Une carte de localisation IGN au 1/25 000<sup>ème</sup> est jointe en annexe.

### Annexe 1 : Carte de localisation au 1/25 000<sup>ème</sup>

Les coordonnées Lambert 93 du site sont : X = 840 990.71, Y = 6 497 771.81.

Une photographie aérienne du site est présentée ci-dessous.



Figure 1 : Localisation aérienne du site

Le site est à proximité de :

- à l'ouest : une voie ferrée ne servant que pour le fret, puis la D 386 et un quartier résidentiel,
- au sud : une voie ferrée ne servant que pour le fret, des entrepôts inutilisés puis la route D 386,
- au nord : propriété d'EDF, site vierge ayant abrité l'ancienne centrale thermique, puis le fleuve Rhône,
- à l'est : le Rhône, les locaux de la CFT (Compagnie Fluviale de Transport).

Les références cadastrales actuelles du site sont les suivantes :

Tableau 1 : Référence cadastrale du site

Commune	Section	Parcelles	Surface	Propriétaire
Loire sur Rhône	AL	334	140 280 m <sup>2</sup>	EDF

La parcelle d'étude sera accessible par le biais d'une route traversant les parcelles AL 408 (propriété d'EDF), AX 45 et AX 46 (propriété d'ERDF). Un droit de passage sera établi.

Le plan cadastral du site est présenté en annexe.

### Annexe 1 : Plan cadastral

## 2.2 Références au document d'urbanisme

### 2.2.1 Règlement d'urbanisme

Source : Service urbanisme de la mairie de Loire sur Rhône – janvier 2015

Le projet est actuellement situé en zone UI1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Loire sur Rhône. Il s'agit d'une zone urbaine équipée à vocation industrielle.

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont admises en zone UI1 (article UI 1 f)), mais l'activité d'entrepôt logistique n'est pas autorisée à ce jour.

Une révision du PLU est en cours dans ce sens, afin d'autoriser ce type d'activité. Le PLU devrait être approuvé entre fin juillet et début septembre 2017 : cette modification permettra de pouvoir déclarer les bâtiments en entrepôt. Le service urbanisme de la communauté de commune du pays de Condrieu a été consulté dans ce sens.

Un extrait du règlement est joint en annexe de ce dossier.

#### **Annexe 2 : Documents d'urbanisme**

### 2.2.2 Servitudes et contraintes techniques

La limite de propriété mitoyenne avec la parcelle que laquelle était situé l'ancienne centrale thermique est bordée par le cours d'eau Le Rolland, et référencée A4 – terrains riverains des cours d'eau non domaniaux.

La pointe sud de la parcelle (non construite dans le projet) est identifiée en zone inondable B1. C'est une zone soumise à un aléa faible. Elle est exposée aux débordements. Les remblaiements généraux y sont notamment interdits.

Ces données et plan de servitudes sont joints au dossier.

#### **Annexe 2 : Documents d'urbanisme**

### 2.2.3 Permis de construire / démolir

Ce projet fait l'objet d'une demande de permis de construire pour les 2 entrepôts d'une surface totale d'environ 50 000 m².

Le permis est déposé en même temps que ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter en mairie de Loire sur Rhône.

Le récépissé de dépôt de la demande de permis de construire est joint en annexe.

Cette étude ne fait pas l'objet d'une demande de permis de démolir. Les terrains sont vierges de toute construction.

#### **Annexe 3 : Récépissé de dépôt de demande de permis de construire**

### 2.2.4 Défrichement

Aucune zone boisée ne fera l'objet d'un défrichement sur le site : pas de zone de ce type dans les limites de la parcelle.

Aucune demande de ce type n'est donc à déposer par W Life dans le cadre de ce projet.

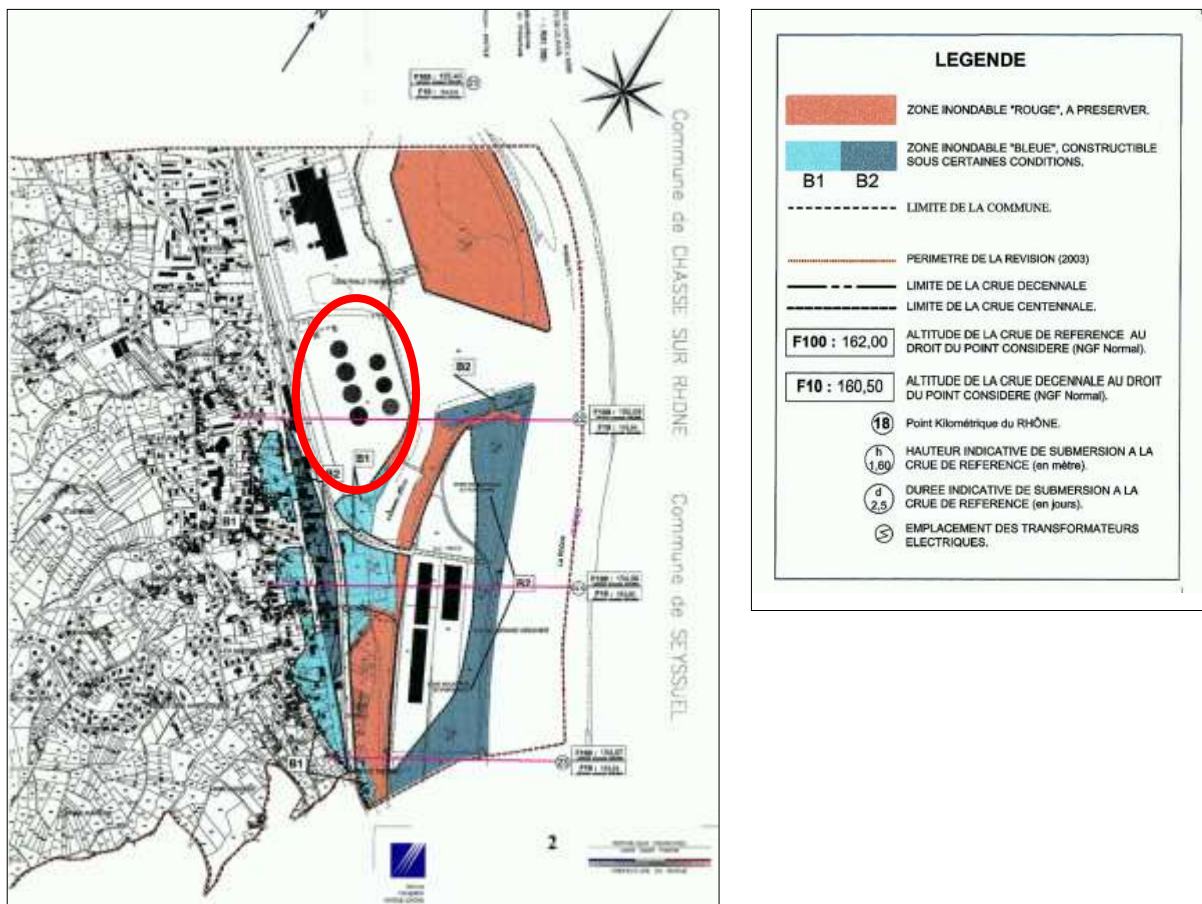
### 2.2.5 Plan de prévention du risque inondation

La commune de Loire-sur-Rhône est concernée par le PPRNi (Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation) du Rhône en aval de Lyon, dont la dernière révision a été approuvée par arrêté préfectoral le 1er mars 2004.



Le site en lui-même est situé en zone blanche de ce PPRi. Il ne se situe donc pas en zone inondable d'après la crue de référence du Rhône ou de la Véore, mais reste toutefois soumis à certaines prescriptions au titre du règlement du PPRNi.

Ainsi, de par la proximité du site avec des zones rouges et bleues du PPRNi, il faut prendre en compte, pour l'établissement et l'utilisation de sous-sols et dispositifs enterrés, la possibilité que se produise une crue supérieure à la crue centennale.



**Figure 2 : Cartographie des zones inondables à proximité du site**

Le service urbanisme de la communauté de communes de la région de Condrieu a été consulté durant le projet. Le PPRi Rhône en aval de Lyon est en cours de révision. De nouvelles prescriptions seront prochainement attribuées à la zone blanche, concernée par le projet de W Life. Afin d'anticiper ces nouvelles contraintes, elles ont été communiquées à W Life. Elles sont les suivantes :

*Dans un délai de 5 ans à compter de l'approbation du présent plan, les communes ou à défaut les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ou les collectivités compétentes, établiront un zonage pluvial, conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des collectivités territoriales, à l'échelle d'un secteur cohérent et le prendront en compte dans leur plan local d'urbanisme (intégration dans le règlement, plan en annexe).*

*Le zonage pluvial sera établi avec la contrainte suivante : l'imperméabilisation nouvelle occasionnée par toute opération d'aménagement ou construction nouvelle ou toute infrastructure ou équipement ne doit pas augmenter le débit naturel en eaux pluviales de la parcelle (ou du tènement\*). Cette prescription est valable pour tous les événements pluviaux jusqu'à la pluie d'occurrence 30 ans.*

*Pour le cas des ouvrages de rétention, le débit de fuite à prendre en compte ne pourra être supérieur au débit maximal de ruissellement de la parcelle (ou du tènement\*) avant aménagement pour un événement d'occurrence 5 ans.*

*Cet objectif de non aggravation pourra être recherché à l'échelle communale voire à l'échelle intercommunale ou de bassin versant dans le cadre d'une approche globale de type « schéma directeur ».*

*Les règles de non aggravation définies ci-dessus (tènement\*, débit, occurrence) pourront être ajustées dans*



les zonages pluviaux à mettre en place à l'échelle communale, sous réserve que soient démontrés la pertinence de l'échelle de réflexions et le respect du principe de non aggravation des inondations.

Les techniques de gestion alternative des eaux pluviales seront privilégiées pour atteindre cet objectif (maintien d'espaces verts, écoulement des eaux pluviales dans les noues, emploi de revêtements poreux, chaussées réservoirs...).

Dans la période comprise entre l'approbation du présent plan et celle où le zonage pluvial sera rendu opposable au pétitionnaire, les dispositions suivantes seront appliquées :

- les projets soumis à autorisation ou à déclaration en application du décret 2008-283 du 25 mars 2008 (article R.214-1 du code de l'environnement), au titre de la rubrique relative au rejet d'eaux pluviales, seront soumis individuellement aux dispositions ci-dessus, tout en respectant la limite maximale du débit de fuite, déterminée par l'étude d'incidence quantitative sur le milieu récepteur.

- pour les autres projets, entraînant une imperméabilisation nouvelle supérieure à 100 m<sup>2</sup>, le débit de rejet des eaux pluviales sera écrêté au débit naturel avant aménagement pour une pluie d'occurrence 30 ans. Pour des raisons techniques, si le débit de fuite d'un ouvrage de rétention s'établit à moins de 5 l/s pour une opération, il pourra être amené à 5 l/s.

Pour les opérations d'aménagement (ZAC, lotissements...), cette obligation pourra être remplie par un traitement collectif des eaux pluviales sans dispositif spécifique à la parcelle, ou par la mise en oeuvre d'une solution combinée.

Le pétitionnaire devra réaliser une étude technique permettant de justifier la prise en compte de ces prescriptions.

Dans ce cadre, une notice hydraulique sera jointe à l'étude d'impact, elle-même jointe au dossier de demande de permis de construire du projet. Cette notice justifiera de la prise en compte de ces prescriptions.

## 2.3 Situation administrative

### 2.3.1 Objet de la demande

La présente demande est établie afin d'obtenir, pour la société W Life, un arrêté d'**Autorisation** d'exploiter une installation classée pour la protection de l'Environnement (ICPE) dédiée aux activités suivantes :

- stockage de matières combustibles en entrepôt couvert (rubrique 1510),
- dépôt de papier, carton (rubrique 1530),
- dépôt de bois ou matériaux combustibles analogues (rubrique 1532),
- stockage de polymères (rubrique 2662),
- stockage de pneumatiques (rubriques 2663-2).

D'autres installations, soumises à **Déclaration**, seront également présentes :

- atelier de charge d'accumulateur (rubrique 2925),
- stockage de solides inflammables (rubrique 1450),
- stockage de produits pétroliers (rubrique 4734.2).

La société W Life est promoteur et dépositaire du dossier de demande d'Autorisation. Le parc logistique projeté est dit entrepôt « gris » : il sera destiné à la location, et est conçu sans en connaître l'utilisateur futur. Sa construction ne sera lancée que lorsque l'utilisateur sera connu et aura signé un bail. Les portés à connaissance nécessaires seront alors déposés pour présenter les stockages réels.

### 2.3.2 Loi sur l'eau

Rubrique 2.1.5.0 : Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :

→ *supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha* (11,5 ha de voirie et bâtiments), le site est soumis à **Déclaration** pour cette rubrique.

#### Rubrique 1.2.1.0 :

Une installation de prélèvement d'eau dans le fleuve Rhône sera mise en place pour la défense incendie du parc logistique, avec l'accord du gestionnaire concerné (Voie Navigable de France). Ce prélèvement sera réalisé de manière ponctuelle et exceptionnelle (intervention du SDIS en cas d'incendie). Les besoins en eau du site s'élèveront à 390 m<sup>3</sup>/h, ce qui représenterait un prélèvement équivalent à 0,008 % du débit du fleuve.

Ce prélèvement n'est donc pas concerné par la rubrique 1.2.1.0.

Selon les codifiée L 214-1 et suivants, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont soumises uniquement aux régimes d'autorisation et de déclaration institués par la loi du 19 juillet 1976 relative aux ICPE codifiée et non à la nomenclature de la Loi sur l'Eau.

En effet, le dossier de demande d'autorisation (DDAE) d'une ICPE, dont le contenu de l'étude d'impact est conforme à l'article R 122-5 du code de l'environnement, remplace le dossier de déclaration ou d'autorisation selon la Loi sur l'eau, si les intérêts visés par l'article L 211-1 du code de l'environnement ont été pris en compte dans le DDAE, et remplace l'étude d'impact prévue par l'article L 122-1 du code de l'environnement.

Toutefois, la compatibilité du projet avec les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau visés par la Loi sur l'Eau doit être respectée. Ce point a été traité dans l'étude d'impact.

**En regard de la rubrique de la nomenclature visée, le projet est soumis au régime déclaratif au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.**

**Par conséquent, ce dossier de demande d'autorisation d'exploiter intègre la déclaration Loi sur l'Eau pour la rubrique 2.1.5.0.**

Le présent dossier est déposé pour l'exercice d'une activité bimodal (fer/route). Le site est « embranchable » au fleuve. Cet embranchement n'est pas prévu au jour d'aujourd'hui, car le besoin n'est pas présent pour les potentiels locataires du site.

En cas de besoin, un porter à connaissance sera réalisé, avec toutes les études associées, afin de mettre en œuvre ce nouvel accès (étude technique, étude d'impact, étude Loi sur L'eau, nouveau DDAE si besoin...).

### 3. PRESENTATION DU SITE

---

#### 3.1 Présentation de la société

##### 3.1.1 W Life

Installée à LYON 3<sup>ème</sup>, 136 cours Lafayette, l'entreprise W LIFE est en activité depuis 5 ans. Cette société par actions simplifiée, est spécialisée dans le secteur d'activité des agences immobilières.

A ce jour, le capital social de l'entreprise W LIFE est de 10 000,00 €.

M Dominique CHEVALLIER, en sa qualité de président, est dirigeant de l'entreprise W LIFE.

##### 3.1.2 Historique

L'entreprise W LIFE est en activité depuis 5 ans. Cette société a été créée le 5 juillet 2011.

##### 3.1.3 Capacités techniques

En sa matière de promoteur immobilier, W Life a la compétence technique pour ce projet de construction d'un parc logistique.

Son gérant, M. CHEVALLIER, a une grande expérience dans le domaine de la logistique. Ses différents mandats sont présentés ci-dessous :

- Gérant de NOSEID,
- Gérant de RUMILLY LOCATION ENTREPOT (RLE),
- Gérant non associé de BORZO BEL,
- Président de CHEVALLIER SUD,
- PCA de ENVAL LOCATION ENTREPOT,
- Président de VINOLOG INTERNATIONAL,
- PCA de NORPEC,
- DG de SOCIETE DES ENTREPOTS ET TRANSPORTS CHEVALLIER - S.E.T.C. (SETC),
- PCA de G.B.R.,
- Gérant de TRANSANORD,
- Président de W LIFE,
- Gérant de SCI COMPAGNIE DE SAINT MARTIN DE BELLEVUE,
- Gérant de SCI COMPAGNIE DE VIRY,
- Gérant de SCI ISLE SUR SORGUES LOCATION ENTREPOT,
- Gérant de SCI MAROLLES LOCATION ENTREPOT,
- Gérant de CLUB DE LA CITE,
- Gérant de SCI ENVAL ENTREPOTS,
- Liquidateur de SALLELES LOCATION ENTREPOT (S.L.E.),
- Gérant de SYNCHRONY AQUITAINE,
- Gérant de SCI CLUB DE SAINTE FOY.

Les compétences relatives à l'exploitation, l'environnement ou tous autres domaines pourront s'acquérir avec l'aide extérieur, et seront principalement détenu par les futurs locataires des bâtiments.

### 3.1.4 Capacités financières

Les chiffres financiers de la société W Life sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Années	2015	2014	2013	2012
Capital social	10 000 €	10 000 €	10 000€	10 000€
Chiffre d'affaires	3 752 232 €	Non communiqué	30 100 €	125 000 €
Résultat d'exploitation	348 648 €	128 391 €	11 700 €	4 600 €

## 3.2 Historique du site

Le site d'étude est implanté sur l'ancien emplacement des stockages de fioul et de charbon de la centrale thermique CGT EDF (parcelle AL 334). La parcelle mitoyenne (AL 408) abritait la centrale elle-même (parcelle non concernée par le projet de W Life).



**Figure 3 : Plan de localisation du projet W Life et de l'ancienne centrale thermique**

Source : ASN

La centrale a été construite avec du béton contenant des cendres. Elle a été mise en service en 1965. La centrale comportait 4 tranches de 250 MWe, dont 2 fonctionnant uniquement au fioul lourd (3 et 4), et deux pouvant consommer du charbon ou du fioul lourd (1 et 2).

De 1970 à 1980 les quatre tranches fonctionnaient au fioul lourd. En 1985 et 1986 les tranches 3 et 4 (fioul lourd) sont mises en réserve. Elles ne seront plus utilisées. La tranche 2 (charbon) est mise en arrêt en 1995. Et la dernière tranche en exploitation (n°1, charbon) est mise en arrêt le 30 avril 2004. La cessation d'activité est déclarée le 27 mai 2005, et la mise à l'arrêt définitif le 1<sup>er</sup> juillet 2005. La démolition des infrastructures débute en 2008 par le dynamitage des cheminées, et s'achève en 2014.



**Figure 4 : Photo aérienne des anciennes installations de la centrale thermique**



## 4. PRESENTATION DES ACTIVITES

### 4.1 Activités

Le terrain sera occupé par deux bâtiments (A et B) à l'usage unique d'entrepôt.

Le bâtiment A contiendra 6 cellules (n°1 à 6) de 6 000 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment B contiendra 3 cellules (n°7 à 9) : 2 de 6 000 m<sup>2</sup> et 1 de 2500 m<sup>2</sup>.

Ces bâtiments permettront le stockage de produits tel que :

- des produits combustibles en mélange (type ICPE 1510),
- des produits en bois (type ICPE 1532),
- des produits type papier carton (type ICPE 1530),
- des polymères et pneumatiques (type ICPE 2662 et 2663),
- des solides inflammables (type ICPE 1450),
- du pétrole lampant (type ICPE 4734.2),
- des produits divers et variés de la grande distribution en faible quantité, comme le charbon de bois, les alcools de bouche, dangereux pour l'environnement, liquides inflammables, liquides combustibles (potentiellement type ICPE 4801, 4755.1, 4510, 4331, 1436).

Chaque cellule sera munie de rack permettant un stockage sur 6 niveaux maximum.

Soit un volume utile total d'entrepôt de 581 615 m<sup>3</sup>.

Une cellule spécifique de 600 m<sup>2</sup> sera dédiée au stockage de produits dangereux.

### 4.2 Effectifs et rythme d'activité

120 employés seront potentiellement présents sur le site, 5 jours par semaine.

Le fonctionnement du site étant dépendant du futur exploitant des bâtiments, plusieurs hypothèses seront considérées dans la suite de ce dossier.

- 24h/24, avec une organisation en 3 équipes (3x8),
- 16h/24, avec une organisation en 2 équipes (2x8),
- 8h/24 avec une organisation en une équipe (1x8).

Le personnel de bureau travaillera en horaire de journée.

Au maximum, le déplacement de 150 PL sera généré par jours par l'activité du parc logistique. Cette valeur sera en fait inférieure, étant donné qu'une partie des marchandises sera transportée par rail. A l'heure actuelle, l'hypothèse minimale serait d'un train par semaine, représentant 40 PL en moins par semaine ou 8 PL en moins par jour. Cette hypothèse sera amenée à évoluer, et est variable selon les produits transportés, et les besoins des futurs clients du site.

### 4.3 Accessibilité

La particularité et l'atout majeur du parc logistique W Life sera son caractère bimodal, permettant son approvisionnement par les voies routières et ferroviaires. La voie fluviale est possible, car la parcelle est embranchable au Rhône, mais n'est pas considérée dans ce dossier à l'heure actuelle.

### 4.3.1 Accés routier

Le parc logistique sera accessible aux poids-lourds (PL) et aux véhicules légers (VL) depuis la route départementale D 386 (depuis le nord), puis ou depuis la route du Lyonnais (depuis le sud), et enfin par une voie privée située sur les parcelles appartenant à EDF AL 408, et X45 et X46 d'ERDF. Cette voie fera l'objet d'un droit de passage.

Les accès aux voiries publiques se font par le passage de plusieurs carrefours principaux :

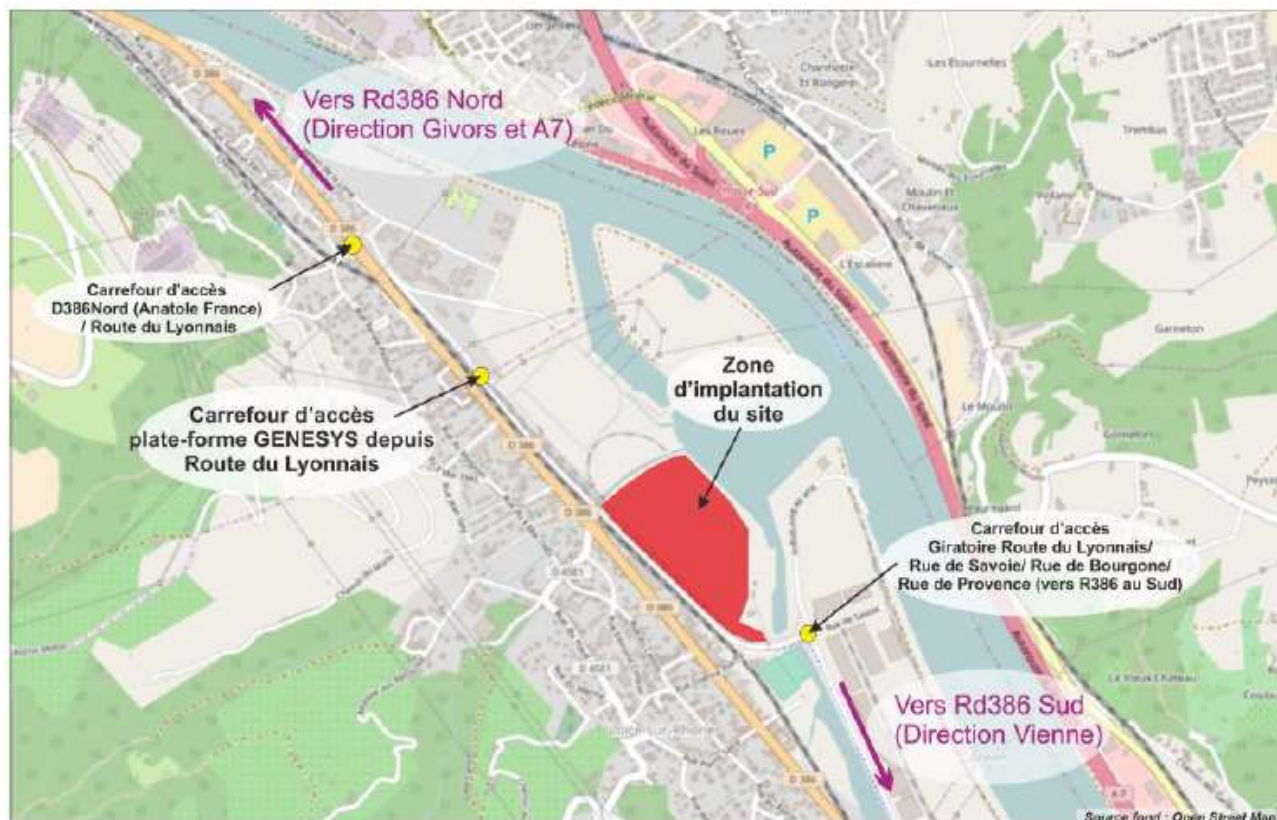
- un carrefour à feu au croisement de l'avenue Anatole France (RD 386) et la rue de la Centrale pour accéder au site depuis le nord,
- le giratoire route du Lyonnais / rue de Provence / rue de Savoie / rue de Bourgogne pour accéder au site depuis le sud.
- un carrefour à priorité au croisement de la rue Centrale et de la route du Lyonnais,
- un accès à priorité au croisement de la route du Lyonnais et de l'entrée de la voie privée permettant l'accès à la plate-forme.

Ces carrefours et les voiries associées ont été précisément décrits dans l'étude trafic réalisée dans le cadre de ce dossier.

### Annexe 5 : Etude trafic – Ceryx janvier 2017

Ils sont localisés sur le plan ci-dessous.

Source : Etude trafic Ceryx, janvier 2017



**Figure 5 : Plan de raccordement du site au réseau routier**

Un plan de raccordement détaillé de la voie privée à la voirie publique est présenté en annexe.

### Annexe 1 : Plan de raccordement de la voie publique et privée

L'autoroute du soleil A7 est parallèle à la D 386, sur la rive opposée du Rhône. Elle est accessible à 4,5 km en amont du site, sur la commune de Givors.

La zone d'accueil comportera 10 emplacements PL pour arrêt des ensembles routiers en vue de procédés aux formalités administratives. Elle comportera une file d'entrée et une file de sortie, munies de barrières pour le contrôle d'accès et de sortie.

40 autres emplacements PL ont été prévus, afin d'éviter tout stationnement gênant aux abords du site, et afin de s'assurer d'un nombre de place suffisant. Dès le passage de la zone d'accueil, les PL accèderont aux zones de quai en contournant le plus grand bâtiment sur sa face sud, le long de la voie ferrée.

Un parking VL de 200 places pour les employés sera situé à proximité du poste de garde, ainsi qu'une seconde zone de 34 places de stationnement à proximité de la cellule 7 du plus petit bâtiment. Cet important nombre de places de stationnement doit permettre d'accueillir l'ensemble des véhicules des employés lors des changements d'équipes.

Deux accès pompier seront présents : un à l'entrée principale, et un second au niveau de la base nautique présente à l'extrémité est de la parcelle.

La circulation des pompiers sera possible sur la totalité du périmètre de chacun des deux bâtiments, par une voie dédiée.

Les accès sont représentés sur le plan de masse du projet.

### Annexe 1 : Plan de masse

L'emprise de la voirie et des aires de stationnement s'étendra sur environ 57 630 m².

#### 4.3.2 Accès ferroviaire

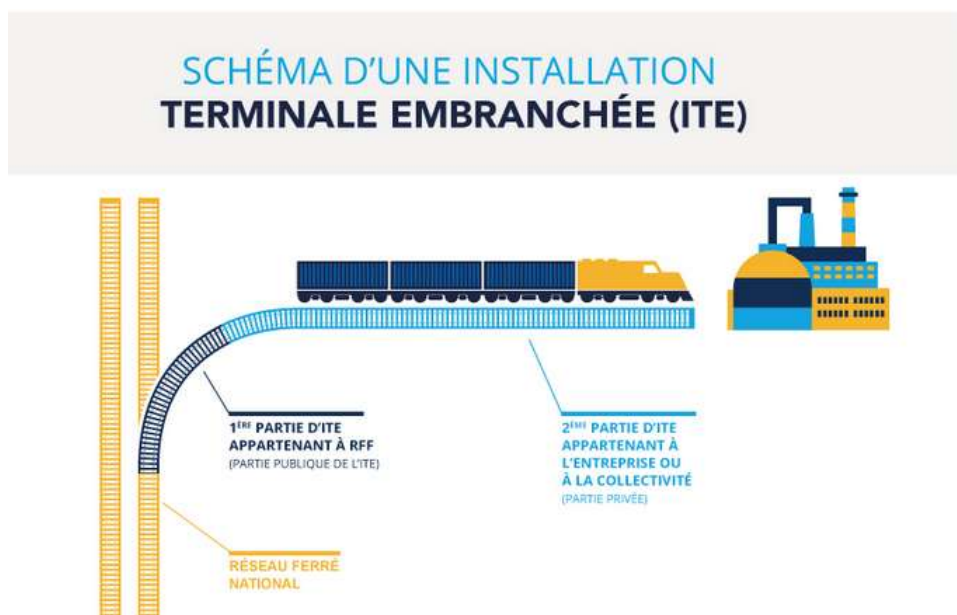
##### Source : SNCF Fret

L'accès ferroviaire du parc logistique multimodal se fera par la réactivation de l'installation terminale embranchée (ITE) existante sur le réseau ferré national (RFN). Une ITE est un ensemble de biens d'équipements et d'installations de logistique ferroviaire reliées directement par aiguille aux voies du RFN.

Cette réactivation de l'ITE au RFN se fera au terme de :

- la signature par W Life d'une convention de financement à chaque étape du projet allant des études amont jusqu'au financement de sa réalisation ;
- la signature d'une convention de raccordement, définissant les conditions administratives, techniques et financières relatives à la gestion de l'ITE, divisée en deux parties.

En effet, la première partie de l'ITE, qui appartient à SNCF Réseau (partie publique), permet de connecter au réseau ferré national la seconde partie qui, elle, appartient à W Life (partie privée).





SNCF Réseau assurant l'entretien des installations de la 1<sup>re</sup> partie, la convention prévoira notamment de l'acquittement, par W Life, d'une redevance annuelle de raccordement couvrant les frais d'entretien nécessaires.

En tant qu'embranchée, W Life sera responsable de la 2<sup>de</sup> partie et de son entretien. C'est donc à W Life qu'incombera de prendre toutes les dispositions opérationnelles qui permettront l'accès ou la sortie des installations dans la durée convenue pour le départ et la réception de ses trains, leurs évolutions et leurs manœuvres.

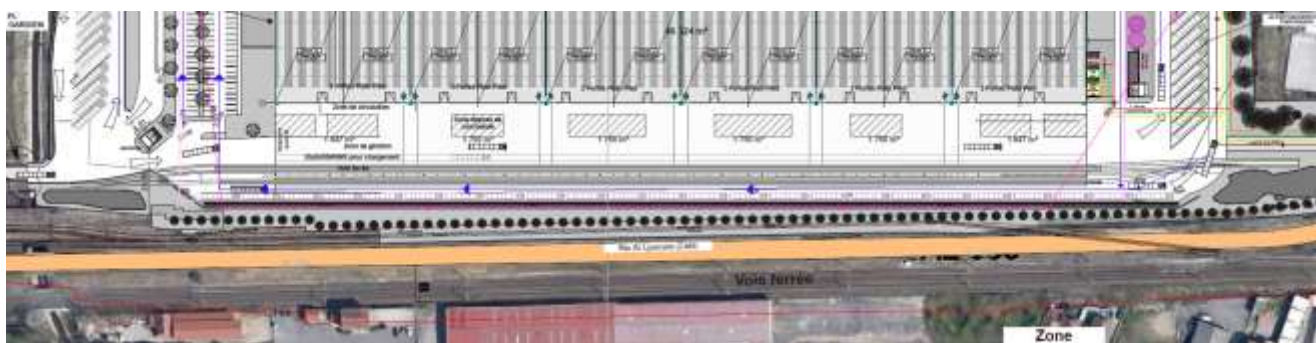
Pour ceci, un faisceau d'échange « haut » et/ou « bas » sera conçu pour éclairer les trains et faire les assemblages. Des dessertes basses seront conçues pour accéder au bâtiment de stockage.

La création et la réactivation de l'accès ferroviaire au site sera réalisée au cours des travaux de construction des bâtiments, afin de pouvoir être exploité dès l'ouverture du site.

L'implantation des différentes voies et leur raccordement sont précisés sur le plan annexé intitulé Plan de servitude.

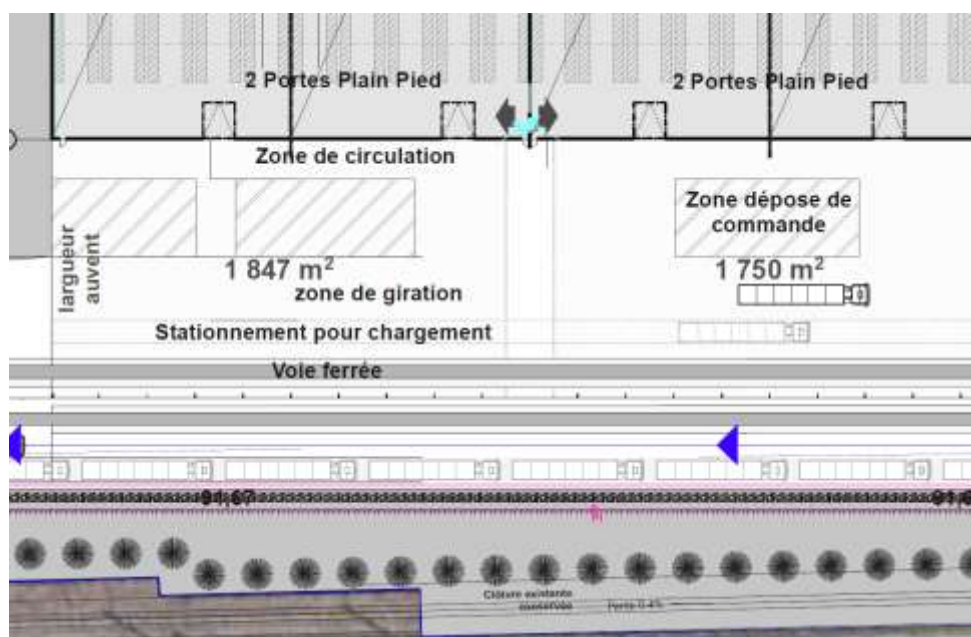
### Annexe 1 : Implantation de la voie ferrée – Plan de servitude

L'accès ferroviaire sera conçu pour assurer le transfert des conteneurs trains de ligne / entrepôt, ainsi que entrepôt / trains de ligne. Un auvent présent dans la continuité du bâtiment le plus grand permettra le chargement et le déchargement des marchandises en zone couverte. Des zones de dépose de commande seront matérialisées au sol à cet endroit : il s'agira d'emplacements sur lesquels les produits seront déposés juste avant leur chargement dans les camions / wagons, ou avant leur transfert dans les rayonnages de l'entrepôt.



**Figure 6 : Organisation de la façade côté rail du bâtiment A**

Une zone de stationnement de PL sera présente sous cet auvent, entre la zone de dépose de commande, et la zone de circulation PL. La voie ferrée accueillant les opérations de chargement / déchargement de train sera située sous le auvent. La seconde voie ferrée sera en dehors.



**Figure 7 : Zoom de l'organisation de la façade côté rail bâtiment A**

### 4.3.3 Accès fluvial

La possibilité d'un raccordement au fleuve n'est plus envisagée lors du dépôt de ce dossier. Le transport fluvial ne sera donc pas étudié dans la suite du présent dossier.



**Figure 8 : Perspective du projet GENESYS**



## 5. DESCRIPTION DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS

Un plan d'ensemble est joint en annexe du présent dossier.

### Annexe 1 : Plan de masse

#### 5.1 Présentation générale du site

Le projet sera implanté sur un terrain de 142 504 m<sup>2</sup>, en bordure de Rhône.

L'activité unique des infrastructures sera l'entreposage.

La répartition des surfaces est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Synthèse des surfaces concernées

	Surface
Surface totale du projet	142 504 m <sup>2</sup>
Surfaces imperméabilisées prévues	
Bâti total (surface au sol)	41 787 m <sup>2</sup>
Bâtiment A (surface plancher)	36 331 m <sup>2</sup>
Bâtiment B (surface plancher)	15 777 m <sup>2</sup>
Surface autre	12 462 m <sup>2</sup>
Auvent	10 694 m <sup>2</sup>
Bassin de rétention	1686 m <sup>2</sup>
Sprinklage	82 m <sup>2</sup>
Voirie	57 630 m <sup>2</sup>
Enrobé	53 511 m <sup>2</sup>
Béton	1041 m <sup>2</sup>
Stationnement PL et VL (nombre de places)	45 + 196
Concassé (voie pompier)	3078 m <sup>2</sup>
Espaces verts	30 625 m <sup>2</sup>



Figure 9 : Plan d'implantation du projet

## 5.2 Dispositions constructives des bâtiments

Bâtiments de stockage A et B	
Usage	Entrepôt
Poteaux	Béton R60
Structure	Béton R60
Dimensions	bâtiment A : 96 m x 360 m Bâtiment B : 53 m x 280 m
Toiture	Bac acier avec isolation et étanchéité bitumineuse
Murs et élévations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- paroi de quai des bâtiments A et B : bardage métallique double peau REI 15</li> <li>- pignon sud du bâtiment B : bardage métallique double peau REI 15</li> <li>- paroi côté fleuve et pignon nord du bâtiment B : écran thermique REI 120</li> <li>- paroi côté route et pignon nord du bâtiment A : bardage métallique double peau REI 15</li> <li>- murs séparatifs de chaque bâtiments A et B : écran thermique REI 120</li> <li>- murs séparatifs des cellules 2/3 et 4/5 : écran thermique REI 240</li> <li>- pignon sud du bâtiment A : écran thermique REI 120</li> </ul>
Hauteur sous ferme	13,5 m
Cantonnement	Suivant règle en vigueur Toute cellule sera cantonnée. Superficie maximale des cantons de 1 600 mètres carrés et longueur maximale de 60 mètres.
Dallage	Dalle béton
Aération	Naturelle (par portes des quais)
Éclairage	Electrique et zénithal par les éléments de désenfumage.
Désenfumage	Pourcentage des exutoires en surface utile : 2 %
Défense incendie	Bâtiment et auvent entièrement sprinklé
Portes	Portes de séparation (4x4,5m) entre les différentes cellules de stockage EI 120.

Locaux Techniques (chaufferie, local de charge) et Bureaux	
Charpente	Béton R60
Couverture	Bac acier + isolation + étanchéité
Murs et élévations	Murs en bardage double-peau côté extérieur Mur séparatif de la zone de production en béton et coupe-feu 2h
Dallage	Dalle béton
Éclairage	Electrique et naturel

Cellule de stockage de produits dangereux	
Usage	Entrepôt de produits dangereux
Dimensions	50 x 12 m et 5 m de hauteur
Charpente	Béton R120
Couverture	Béton REI 120
Murs et élévations	Béton REI 120
Dallage	Dalle béton

Cellule de stockage de produits dangereux	
Éclairage	Electrique
Désenfumage	Pourcentage des exutoires en surface utile : 2 %
Défense incendie	Entièrement sprinklé, dispositif adapté au risque spécifique
Portes	Portes de séparation EI 120.

## 5.3 Description des équipements et des utilités

### 5.3.1 Installations photovoltaïque

Les panneaux photovoltaïques qu'il est prévu d'implanter le seront en toiture des 2 bâtiments de stockage, A et B.

La puissance totale de cette installation est estimée à environ 60 W crête / m<sup>2</sup>, soit environ 3 MW pour une surface de toiture de 50 000 m<sup>2</sup>.

Les aménagements réalisés en toiture sur les bâtiments seront conformes à la réglementation en vigueur et notamment l'arrêté du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et l'arrêté du 17/08/16 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il sera notamment conservé :

- ◆ les dispositifs d'évacuation de fumées,
- ◆ les bandes de protection d'une largeur de 5 mètres de part et d'autres des parois séparatives des cellules.

Etant donné l'anticipation de cette installation sur le futur parc logistique GENESYS, les caractéristiques techniques des différents composants de l'installation ne sont pas encore définies à l'heure actuelle. Ils feront l'objet d'une description détaillée et précise dans un porter à connaissance, avant la mise en place de cette installation, prévue après le démarrage de l'activité.

Une description « type » de ce type d'installation est faite ci-après, pour présenter le projet.

#### ■ Les modules photovoltaïques :

Les modules photovoltaïques (PV) installés seront de technologie polycristalline.

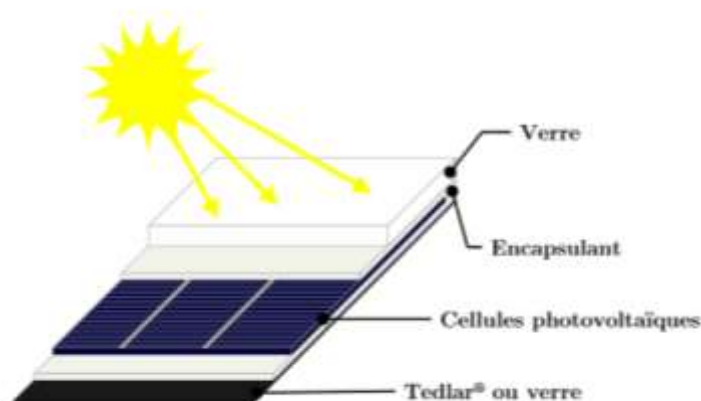


Figure 10 : Coupe d'un module PV

Le courant qui sort des câbles d'un module est un courant continu qui dépend principalement de la luminosité du soleil qui arrive sur sa face avant.

Un champ PV est composé de modules placés en série-parallèle afin d'obtenir le meilleur rendement.

#### ■ Onduleurs :

Le rôle des onduleurs est de permettre la conversion du courant continu issu des modules photovoltaïques en courant alternatif de caractéristiques similaires à celui du réseau de distribution. L'onduleur est un composant central dans le système PV.

#### ■ Câbles PV :

Il existe deux types de câbles servant dans les systèmes PV :

- les câbles DC sont les câbles permettant de transporter le courant continu entre les modules PV et les onduleurs,
- les câbles AC sont les câbles permettant de transporter le courant alternatif entre les onduleurs et le réseau électrique.

Les câbles sont résistants au rayonnement ultraviolet, étanches à l'humidité surtout au niveau des connecteurs et doivent assurer une bonne circulation du courant entre les différents composants.

#### ■ Locaux techniques :

Les locaux techniques sont des locaux fermés spécialement dédiés à l'installation PV abritant un transformateur et des onduleurs. Ils comportent également au moins :

- un TGBT,
- des dispositifs de protection des biens et des personnes,
- les appareils de mesure,
- les appareils et alimentation auxiliaires.

Compte tenu de la surface du site et du projet, la mise en place de plusieurs locaux permettra de limiter la distance du réseau courant continu et d'ainsi limiter les pertes de charge.

Les locaux techniques seront entièrement coupe feu 2 heures (murs en béton armé et dalle béton en toiture) et équipés d'une ventilation mécanique et naturelle.



**Figure 11 : Exemple d'un local technique**

#### ■ Poste de livraison :

Le point de livraison final sur le réseau ERDF sera effectué sur un poste à créer en limite de propriété.

Le poste de livraison sera conçu en béton armé muni d'une structure acier, conformément aux réglementations électriques en vigueur. Il contiendra à minima :

- la ou les cellules de raccordement au réseau de distribution,
- une cellule de comptage,
- l'appareillage principal de protection et de découplage,
- une cellule d'alimentation des auxiliaires BT,
- les cellules de raccordement du réseau HTA de l'installation PV,
- les auxiliaires de comptage,
- les auxiliaires d'exploitation,
- les accessoires de sécurité,
- le comptage.

Le plan de toiture présentant les installations est joint en annexe.

#### **Annexe 1 : Plan des toitures**

### **5.3.2 Description des installations**

#### **5.3.2.1 Salle de pause et locaux sociaux**

Plusieurs salles de pause par bâtiment seront aménagées sur le site pour le personnel. Il disposera également de vestiaires et de sanitaires.

#### **5.3.2.2 Poste de garde**

L'accès au site sera contrôlé par un poste de garde présent à l'entrée de la parcelle. Il sera équipé d'une zone d'attente PL ainsi que d'une aire de retournement permettant ainsi aux camions égarés de repartir sans entrer sur le site.

Trois autres postes de gardiennage seront présents sur le site, à proximité de chacune des aires de stationnement PL. Ces postes de gardiennage seront également équipés de locaux sanitaires pour les chauffeurs.

#### **5.3.2.3 Bassin de rétention des eaux de pluie**

Pour respecter les dispositions du PPRI en cours de mise à jour, et ainsi maîtriser le ruissellement de ses eaux pluviales, W Life mettra en place un bassin de rétention d'un volume de 2610 m<sup>3</sup> minimum, de débit de fuite limité à 186 l/s.

Il sera situé à l'extrémité nord de la parcelle, à proximité du ruisseau Le Rolland, dans lequel il se déversera. Ce bassin sera rendu étanche par une membrane géotextile, permettant ainsi son double rôle pour la rétention des eaux d'extinction incendie.

### **5.3.3 Energies et utilités**

#### **5.3.3.1 Electricité**

La principale énergie utilisée sur le site sera l'énergie électrique. L'alimentation électrique sera assurée depuis le réseau public jusqu'au transformateur général du site présent dans un local spécifique situé sur le pignon Est du bâtiment A, à proximité de la cellule 6.

L'électricité sera utilisée pour :

- l'éclairage du site (bureaux + cellules de stockage+ voiries extérieures),
- le fonctionnement des appareils électriques (batterie de charge, ordinateurs, matériels de bureautique divers, équipements des locaux sociaux).

La consommation d'électricité sera limitée par l'éclairage naturel et zénithal des bâtiments autant que possible.



### 5.3.3.2 Gaz

Le site sera alimenté en gaz de ville pour permettre l'alimentation des 2 chaudières.

Les canalisations gaz seront enterrées et ne traverseront pas les bâtiments.

Chaque bâtiment disposera de sa propre chaufferie, située dans un local spécifique sur leur pignon Est.

### 5.3.3.3 Eau potable

Le site sera alimenté en eau potable par le réseau communal de Loire sur Rhône.

L'eau potable sur site sera utilisée à usage sanitaire, ainsi que pour le remplissage des cuves de sprinklage.

## 5.4 Description des activités

L'activité unique du parc logistique bimodal sera l'entreposage.

Chaque cellule sera composé de rack de 72 m de long, et permettant un stockage sur 6 niveaux maximum.

Les cellules de 6000 m<sup>2</sup> du bâtiment A comprendront 2 racks simples et 9 racks doubles.

La cellule de 2500 m<sup>2</sup> du bâtiment B en comprendra 2 simples et 7 doubles, et les cellules de 6000 m<sup>2</sup>, 2 simples et 18 doubles.

Chaque cellule de 6000 m<sup>2</sup> aura une capacité de stockage de 6000 palettes.

Le plan de stockage est présenté en annexe.

### Annexe 1 : Plan de stockage

Les différents produits susceptibles d'être présents dans les cellules seront essentiellement les suivants :

- **des produits combustibles en mélange** (type ICPE 1510) : il s'agit de produits en mélange à destination de la grande distribution, de type alimentaire ou non.

- **des produits en bois** (type ICPE 1532) : il peut s'agir ici de produits emballés de type meubles agglomérés en kit issus de grandes enseignes d'ameublement, ou encore de matériaux de construction en bois (planches, lambris, parquets...) issus de grandes enseignes de bricolage.

- **des produits type papier carton** (type ICPE 1530) : on peut retrouver ici des produits tels que des tapisseries, des produits d'emballages, ...

- **des polymères et pneumatiques** (type ICPE 2662 et 2663) : il s'agit de pneumatiques, ou de produits en plastique type salon de jardin, ou autres, à destination des grandes enseignes de bricolages ou d'ameublements.

Dans des proportions moins importantes, les produits suivants pourront également être présents :

- **des produits pétroliers** de type pétrole lampant (type 4734.2) (maximum 325 t) : il s'agit de produits à destination de la grande distribution, en récipients mobiles de petit volume (20 L environ), utilisés pour le chauffage d'appoint.

- **des liquides et solides inflammables** (type ICPE 4331 et 1450 et 4755.1) (maximum 450 et 250 kg et 3 t respectivement) : ils peuvent correspondre par exemple à des produits cosmétiques (parfums...), à des produits de droguerie et bricolage (peintures...) ou à des alcools de bouche.

► **des produits combustibles particuliers** (type 4801 et 1436) (maximum 14 t et 4 t respectivement): il s'agit de charbon de bois ou de liquides combustibles destinés à la grande distribution.

► **des produits dangereux pour l'environnement** (type ICPE 4510) (maximum 20 kg) : il peut s'agir ici de produits distribués par la grande distribution, en petit conditionnement, tel que des produits ménagers, ...

## 5.5 Répartition des stockages

La répartition des produits dans les différentes cellules sera effectuée en fonction des risques inhérents aux produits :

- les produits classés en tant qu'inflammables seront séparés des produits dangereux pour l'environnement,
- les produits non étiquetés en tant que matière dangereuse pourront être stockés dans toutes les cellules, en complément des produits dangereux.

Ainsi, la répartition des stockages sera la suivante :

**Tableau 3 : Répartition des stockages par cellule**

Cellule	Surface Nombre de palettes Tonnage approximatif	Produits autorisés au stockage
Cellule dite « combustibles non étiquetés »	6 000 m <sup>2</sup> 6 000 palettes Soit environ 4 200 tonnes	<b>Produits non étiquetés en tant que matières dangereuses + éventuellement produits dangereux pour l'environnement + produits combustibles</b>  <u>Rubriques :</u> 1510 / 1530 / 1532 / 2662 / 2663 4510 4801
Cellule dite « produits inflammables »	600 m <sup>2</sup> 500 palettes Soit environ 350 tonnes	<b>Produits inflammables + éventuellement produits non étiquetés en tant que matières dangereuses</b>  <u>Rubriques :</u> 4734.2 / 4755.1 / 4331 / 1450 / 1436 1510 / 1530 / 1532 / 2662 / 2663

Le stockage des liquides inflammables sera réalisée dans une cellule spécifique située au sein de la cellule n°2 du bâtiment A.

Pour le reste du stockage, l'utilisateur du bâtiment définira les types de stockage par cellule en fonction de ses besoins, dans les limites des quantités autorisées.

A défaut de stockage de produits étiquetés en tant que matières dangereuses, toutes les cellules pourront être destinées au stockage de produits combustibles classiques.

Il est à noter que pour assurer un maximum de flexibilité à l'exploitation, la demande d'autorisation porte sur une large gamme de produits et sur des quantités dont toutes ne pourront pas être présentes sur le site simultanément.

## 6. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

### 6.1 Nomenclature des installations classées

Le présent dossier est constitué conformément aux articles R. 512-2 et suivants du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er, Articles L511.1 et suivants - ancienne loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les rubriques I.C.P.E concernées par la présente demande sont mentionnées dans le tableau suivant.

Les rubriques I.C.P.E concernées par la présente demande sont présentées dans le tableau en page suivante, et regroupe :

- des produits combustibles : rubrique 15xx et 26xx,
- des substances et mélanges inflammables : rubriques 47xx, 1450.
- des activités annexes : combustion et charge des accumulateurs

Il est à noter que pour assurer un maximum de flexibilité à l'exploitation, la demande d'autorisation porte sur une large gamme de produits et sur des quantités dont toutes ne pourront pas être présentes sur le site simultanément.

De par sa nature, l'installation photovoltaïque qui sera présente en toiture des bâtiments n'implique aucune activité classée supplémentaire.

**Tableau 4 : Synthèse des activités concernées par la nomenclature des ICPE**

N° rubrique	Nature de l'activité	Seuils de classement	Volume de l'activité	Classement	Rayon d'affichage
<b>A : Autorisation</b>					
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts <i>Volume des entrepôts</i>	A : $\geq 300\,000\text{ m}^3$ E : $\geq 50\,000\text{ m}^3$ DC : $\geq 5\,000\text{ m}^3$	Bâtiments A et B : 8 cellules de $5\,995\text{ m}^2$ et 1 cellule de $2615\text{ m}^2$ Hauteur utile des cellules : 11,5 m Volume utile total des entrepôts : <b>581 615 m<sup>3</sup> max</b>	<b>A</b>	1 km
1530	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues <i>Volume susceptible d'être stocké</i>	A : $> 50\,000\text{ m}^3$ E : $> 20\,000\text{ m}^3$ D : $> 1\,000\text{ m}^3$	Volume susceptible d'être stocké : 8 cellules de $5\,995\text{ m}^2$ et 1 cellule de $2615\text{ m}^2$ Capacité de chaque cellule : De $5995\text{ m}^2$ : 6000 palettes = $9000\text{ m}^3$ $2615\text{ m}^2$ : 2600 palettes = $3900\text{ m}^3$ <b>Volume susceptible d'être stocké = 75 900 m<sup>3</sup> max</b>	<b>A</b>	1 km
2662	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) <i>Volume susceptible d'être stocké</i>	A : $\geq 40\,000\text{ m}^3$ E : $\geq 1\,000\text{ m}^3$ DC : $\geq 100\text{ m}^3$	Possibilité de stockage des produits polymères dans les bâtiments A et B : 8 cellules de $5\,995\text{ m}^2$ et 1 cellule de $2615\text{ m}^2$ Capacité de chaque cellule : De $5995\text{ m}^2$ : 6000 palettes = $9000\text{ m}^3$ $2615\text{ m}^2$ : 2600 palettes = $3900\text{ m}^3$ <b>Volume susceptible d'être stocké = 75 900 m<sup>3</sup> max</b>	<b>A</b>	2 km-
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères <i>Volume de pneumatiques susceptible d'être stocké</i>	A : $\geq 80\,000\text{ m}^3$ E : $\geq 10\,000\text{ m}^3$ DC : $\geq 1\,000\text{ m}^3$	Produits stockés : pneumatiques ou autres produits polymères divers non alvéolaire ou non expansé. Possibilité de stockage des produits dans les bâtiments A et B : 8 cellules de $5\,995\text{ m}^2$ et 1 cellule de $2615\text{ m}^2$ Capacité de chaque cellule : De $5995\text{ m}^2$ : 6000 palettes = $9000\text{ m}^3$ $2615\text{ m}^2$ : 2600 palettes = $3900\text{ m}^3$ <b>Volume susceptible d'être stocké = 75 900 m<sup>3</sup> max</b>	<b>A</b>	2 km-
<b>D : Déclaration</b>					
1450	Stockage de solides inflammables	A : $\geq 1\text{ t}$ D : $\geq 50\text{ kg}$	Produits stockés : solide inflammables Lieu de stockage : cellule « produits inflammables » <b>Volume max stocké : 250 kg</b>	<b>D</b>	-
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations</i>	A : $\geq 1000\text{ t}$ E : $\geq 500\text{ t}$ DC : $\geq 50\text{ t}$	Produits stockés : pétrole lampant Lieu de stockage : cellule « produits inflammables » <b>Volume max stocké : 325 t</b>	<b>DC</b>	-
2925	Atelier de charge d'accumulateur	D : $> 50\text{ kW}$	Localisation : 2 locaux de charge dans le bâtiment B et 1	<b>D</b>	-

N° rubrique	Nature de l'activité	Seuils de classement	Volume de l'activité	Classement	Rayon d'affichage
	<i>Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération</i>		local de charge dans le bâtiment A. Puissance de charge : > 50 kW		
<b>NC : Non Classé</b>					
1436	Stockage de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</i>	A : >= 1000 t DC : >= 100 t	Produits stockés : liquides combustibles Lieu de stockage : cellule « produits inflammables » <b>Volume max stocké : 4,5 t</b>	<b>NC</b>	-
2910-A	Combustion A- Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] <i>Puissance thermique nominale de l'installation</i>	A : >= 20 MW DC : > 2 MW	1 local chaufferie pour chaque bâtiment. 1 chaudière de 0,72 mW pour bâtiment A 1 chaudière de 1,26 MW pour le bâtiment B Puissance totale : <u>1,98 MW</u>	<b>NC</b>	-
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, y compris dans les cavités souterraines.</i>	A : >= 1000 t E : >= 100 t et < 1000 t DC : >= 50 t et < 100 t	Lieu de stockage : cellule « produits inflammables » <b>Quantité max stockée : 450 kg</b>	<b>NC</b>	-
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</i>	A : >= 100 t DC : >= 20 t et < 100 t	Type de produits stocké : divers, de type grande consommation. Lieu de stockage : toutes cellules Quantité max stockée : <b>20 kg</b>	<b>NC</b>	-
4755.1	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</i>	A : >= 5000 t	Lieu de stockage : cellule « produits inflammables » <b>Quantité max stockée : 5 t</b>	<b>NC</b>	-
4801	Houille, coke, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses <i>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</i>	A : >= 500 t D : >= 50 t	Lieu de stockage : toutes cellules Quantité max stockée : <b>15 t</b>	<b>NC</b>	-
4802-2a (ex 1185-2)	Emploi dans des équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire > 2 kg clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone. <i>Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation.</i>	DC : >= 300 kg	1 installation de climatisation dans chaque zone de bureaux. 2190 m² de bureaux (divisés en 3 zones de bureaux : 2 dans le bâtiment B et 1 dans le bâtiment A) Puissance max des installations : 50 kW Quantité de fluide : << 300 kg	<b>NC</b>	-

Légende : A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration DC : Déclaration avec Contrôle périodique NC : Non Classé



## 6.2 Vérification du statut SEVESO

Afin de déterminer le statut Seveso d'un établissement industriel, il est nécessaire de procéder aux vérifications suivantes :

- la vérification du dépassement direct ou du non dépassement des Seuils Seveso, en application du point I de l'article R 511-11 du code de l'environnement,
- la vérification de la règle de cumul, en application du point II de l'article R 511-11 du code de l'environnement.

Les produits concernés par cette vérification sont les suivants :

Produit	Nommément désigné ?	N° rubrique visée	Quantité max	Type de danger	Règle de cumul applicable	Seuils Seveso
Non défini	non	1450	250 kg	Produit inflammable : Danger physique	(b)	<b>Non concerné</b>
Pétrole lampant	Oui	4734.2	325 t	Produit inflammable : Danger physique	(b)	Seuil haut : 25 000 t Seuil bas : 2 500 t
Non défini	non	1436	4.5 t	Produit inflammable : Danger physique	(b)	<b>Non concerné</b>
Non défini	non	4331	0.45 t	Produit inflammable : Danger physique	(b)	Seuil haut : 50 000 t Seuil bas : 5 000 t
Non défini	non	4510	0.02 t	Dangereux pour l'environnement	(c)	Seuil haut : 200 t Seuil bas : 100 t
Alcool de bouche	oui	4755.1	5 t	Produit inflammable : Danger physique	(b)	Seuil haut : 50 000 t Seuil bas : 5 000 t
Charbon de bois	oui	4801	15 t	Produit inflammable : Danger physique	(b)	<b>Non concerné</b>
gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone	oui	4802.2	0.3 t	-	-	<b>Non concerné</b>

### 6.2.1 Vérification du dépassement direct d'un Seuil Seveso

*Source : Article R. 511-11 du Code de l'environnement (Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 3 et Décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014, article 8)*

**I. Une installation répond respectivement à la "règle de dépassement direct seuil bas" ou à la "règle de dépassement direct seuil haut" lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans l'installation en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.**

*Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.*

*Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.*

**Seuil haut** : l'établissement ne répond pas à la règle de dépassement direct seuil haut pour les rubriques concernées.

**Seuil bas** : l'établissement ne répond pas à la règle de dépassement direct seuil bas pour les rubriques concernées.

### 6.2.2 Vérification de la règle du cumul

Source : Article R. 511-11 du Code de l'environnement (Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 3 et Décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014, article 8)

**II.** Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site au sens de l'article R. 512-13 répondent respectivement à la "règle de cumul seuil bas" ou à la "règle de cumul seuil haut" lorsqu'au moins l'une des sommes  $S_a$ ,  $S_b$  ou  $S_c$  définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

**a)** Dangers pour la santé : la somme  $S_a$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum \frac{q_x}{Q_{x,a}}$$

où " $q_x$ " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " $x$ " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,a}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

**b)** Dangers physiques : la somme  $S_b$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum \frac{q_x}{Q_{x,b}}$$

où " $q_x$ " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " $x$ " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,b}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

**c)** Dangers pour l'environnement : la somme  $S_c$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum \frac{q_x}{Q_{x,c}}$$

où " $q_x$ " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " $x$ " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,c}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la

rubrique 2760-3, 2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

**d)** Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa, Sb ou Sc les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas ;

**e)** Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités "qx" si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement. »

Dans le cadre du **e)**, les produits suivants ne seront pas considérés dans la suite du calcul :

- Type 4331 : quantité < 2% seuil haut et bas,
- Type 4510 : quantité < 2% seuil haut et bas,
- Type 4755.2 : quantité < 2% seuil haut et bas.

Seule les produits concernés par la rubrique 4734 seront considérés.

**Tableau 5 : Vérification de la règle du cumul Seuil haut**

Produit	N° rubrique visée	Somme de la règle de cumul	Seuil haut associé	Somme (a)	Somme (b)	Somme (c)
Pétrole lampant 325 t	4734	(b)	25000 t	nc	0.013	nc
<b>Total :</b>				<b>Nc</b>	<b>0,013 &lt; 1</b>	<b>nc</b>

Nc : non concerné

Détail du calcul de la somme pour (b) :

Somme (b) :  $325/25\ 000 = 0,013$

Aucune somme ne dépasse 1. L'établissement ne répond pas à la règle des cumuls seuil haut.

**Tableau 6 : Vérification de la règle du cumul Seuil bas**

Produit	N° rubrique visée	Somme de la règle de cumul	Seuil bas associé	Somme (a)	Somme (b)	Somme (c)
Pétrole lampant 325 t	4734	(b)	25 000 t	nc	0.13	nc
<b>Total :</b>				<b>Nc</b>	<b>0,13 &lt; 1</b>	<b>nc</b>

Nc : non concerné

Détail du calcul de la somme pour (b) :

Somme (b) :  $325/2500 = 0,13$

Aucune somme ne dépasse 1. L'établissement ne répond pas à la règle des cumuls seuil bas.

### 6.3 Communes concernées par le rayon d'affichage

Source : Base de données INSEE – Recensement de la population 2011

Le rayon d'affichage pour l'enquête publique est de 2 km. Il concerne les 5 communes suivantes :

**Tableau 7 : Communes et populations concernées par le rayon d'affichage**

Département	Commune	Code INSEE	Nombre d'habitants (données 2011)
Rhône	Loire sur Rhône	69 118	2 445
	Givors	69 091	19 718
	Saint-Romain en Gal	69 235	1 691
Isère	Chasse sur Rhône	38 087	5 391
	Seyssuel	38 487	2 001
<b>TOTAL</b>			<b>31 246</b>

La représentation du rayon d'affichage est donnée sur le plan au 1/25 000<sup>ème</sup> en annexe.

**Annexe 1 : Plan de localisation au 1/25.000 intégrant le rayon d'affichage**

## 7. ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES A L'ACTIVITE

---

- Code de l'Environnement
- Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté modifié du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)"
- Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,
- Arrêté du 05/12/2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 1450.2)
- Arrêté du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- articles L.214-1 du Code de l'Environnement et suivants (IOTA).